Industrie Canada Industry Canada

Loi sur le financement des petites entreprises du Canada

Rapport annuel

2005-2006

Canada

Loi sur le financement des petites entreprises du Canada

Rapport annuel

2005-2006

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC) est un programme national offert dans l'ensemble des provinces et des territoires. Dans le cadre du volet du Programme consacré aux prêts, les institutions financières accordent aux petites entreprises des prêts à terme d'un montant maximal de 250 000 $ pour l'achat de terrains, d'immeubles ou de matériel ou pour l'amélioration d'immeubles ou de matériel. Dans le cadre du Projet pilote de location-acquisition, les locateurs participants octroient aux petites entreprises des contrats de location-acquisition d'une valeur maximale de 250 000 $ pour financer la location de matériel. Le gouvernement du Canada verse aux prêteurs 85 p. 100 des pertes admissibles sur les prêts et les contrats de location-acquisition en souffrance. L'effet d'accroissement, témoin de la capacité du Programme FPEC d'offrir aux petites et moyennes entreprises un financement auquel elles n'auraient pas accès autrement, ou seulement à des conditions moins intéressantes, est l'un des objectifs visés. Le recouvrement des coûts, c'est-à-dire la compensation du coût d'indemnisation des pertes sur prêts et contrats de location-acquisition par les recettes perçues sur les prêts et les contrats de location-acquisition sur 10 ans, est l'autre objectif.

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Tél. (sans frais) : 1-800-635-7943 (au Canada et aux États-Unis)
Tél. (appels locaux) : 613-941-5995
ATS : 1-800-465-7735
Téléc. (sans frais) : 1-800-565-7757 (au Canada et aux États-Unis)
Téléc. (envois locaux) : 613-954-5779
Courriel : **publications@tpsgc.gc.ca**
Site Web : **www.publications.gc.ca**

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada
Bureau 264D, tour Ouest
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-948-1554
Téléc. : 613-947-7155
Courriel : **production.multimedia@ic.gc.ca**

Cette publication est également offerte par voie électronique sur le Web (**strategis.gc.ca/lfpec**).

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à **copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca**.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue Iu185-1/2006
ISBN 978-0-662-49758-5
60185

IMPRIMÉ AU CANADA
PRINTED IN CANADA
20 %

Ministre de l'Industrie Minister of Industry

Ottawa, Canada K1A 0H5

J'ai le plaisir de présenter au Parlement le rapport annuel sur le Programme de financement des petites entreprises du Canada pour 2005-2006, conformément à l'article 20 de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*.

Le rapport explique comment, en partenariat avec des institutions financières du pays tout entier, Industrie Canada a aidé des petites entreprises à obtenir plus de 10 800 prêts, pour un montant global supérieur à 1,1 milliard de dollars, afin de leur permettre d'acheter des actifs pour se lancer en affaires ou assurer l'expansion de leur entreprise. Cette initiative a aidé à créer plus de 17 000 emplois au Canada. Le rapport fournit aussi des renseignements sur le Projet pilote de location-acquisition, lancé en avril 2002 pour éprouver la faisabilité et l'utilité d'un programme analogue dans ce domaine.

Les petites entreprises sont la base de l'économie canadienne. Le gouvernement du Canada met tout en œuvre afin de créer un contexte propice aux affaires pour les entreprises canadiennes. Le Programme de financement des petites entreprises du Canada occupe une place de premier plan dans le cadre des services d'aide aux petites et moyennes entreprises offerts par le présent gouvernement.

Maxime Bernier

Canada

Table des matières

Faits saillants de l'exercice 2005-2006 1

1 Introduction 2

2 Examen du rendement et examen financier 4

2.1 Objectifs et incidences du Programme 4

2.2 Activités du Programme 5

2.3 Responsabilité de l'État dans le cadre du Programme 11

2.4 Administration du Programme 11

3 Projet pilote de location-acquisition 13

3.1 Activités de location-acquisition 13

3.2 Recettes et coûts 15

3.3 Responsabilité de l'État dans le cadre du Projet pilote 15

3.4 Évaluation du Projet pilote 15

4 Orientations futures 16

Appendice A

Principaux paramètres du Programme 17

Appendice B

Tableaux relatifs à la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* 19

Appendice C

Tableaux relatifs à la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* 33

Faits saillants de l'exercice 2005-2006

La valeur des prêts contractés par les petites et moyennes entreprises s'élève à 1,1 milliard de dollars.

En tout, 10 840 prêts ont été consentis à des petites entreprises en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*, le prêt moyen s'élevant à environ 101 500 $. Ces fonds ont servi à financer le démarrage de nouvelles entreprises et aidé des entreprises établies à apporter des améliorations, à acheter du matériel ou à se moderniser.

La valeur des contrats de location-acquisition conclus par les petites et moyennes entreprises s'élève à 39 millions de dollars.

Dans le cadre du Projet pilote de location-acquisition, les petites entreprises ont pu conclure 452 contrats de location-acquisition, d'une valeur moyenne de 86 700 $, ce qui leur a permis de louer du matériel neuf ou d'occasion, comme des véhicules, de l'équipement et des presses à imprimer.

Quelque 72,5 millions de dollars ont été versés en indemnités à des prêteurs.

Au total, 1 615 demandes d'indemnisation ont été réglées, pour un montant global de 72,5 millions de dollars, soit en moyenne 44 892 $ par demande. Ces demandes concernaient des prêts en souffrance enregistrés sur une période de sept ans, de 1999 à 2006. En tout, 21 demandes d'indemnisation pour perte sur prêts ont été présentées dans le cadre du Projet pilote de location-acquisition, pour une somme globale de 486 000 $.

Les entreprises en démarrage et les nouvelles entreprises ont bénéficié de la plus grande part du financement offert.

Les entreprises en démarrage et les nouvelles entreprises ont emprunté plus de 645,5 millions de dollars, soit 59 p. 100 de la valeur globale des prêts consentis. Elles ont bénéficié de 28 p. 100 de la valeur des contrats conclus dans le cadre du Projet pilote.

Plus de 19 000 emplois ont été créés.

Les emprunteurs estiment que les prêts leur ont permis de créer 17 725 emplois dans l'ensemble du Canada, soit en moyenne 1,6 emploi par prêt. Quant au Projet pilote, les entreprises estiment qu'il leur a permis de créer 2,8 emplois par contrat, soit 1 279 emplois au total.

Il est possible d'emprunter dans chaque province et territoire.

Au total, 1 351 prêteurs du secteur privé — répartis dans l'ensemble des provinces et des territoires — participent à ce programme de financement des petites entreprises.

Le site Web du Programme de financement des petites entreprises du Canada est le site le plus visité d'Industrie Canada.

Le site Web du Programme de financement des petites entreprises du Canada a enregistré 116 280 visites, preuve du vif intérêt suscité par les prêts et la location-acquisition.

1. Introduction

Au service des entreprises

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC) a pour objet d'aider un segment important de l'économie, à savoir les petites et moyennes entreprises, à avoir accès au financement voulu. Le Programme FPEC contribue à remédier à une lacune dans la gamme des mécanismes de financement proposés à ces entreprises, qui auraient autrement sans doute du mal à réunir les conditions nécessaires pour obtenir les capitaux dont elles ont besoin.

Le Programme FPEC doit son succès au fait que le gouvernement du Canada partage les risques avec les prêteurs du secteur privé, qui peuvent donc mettre plus de fonds à la disposition des petites entreprises.

La *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (LFPEC ou la Loi) est entrée en vigueur en 1999, en remplacement de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, elle aussi fructueuse, en place depuis 1961. La LFPEC prévoit deux modes de financement, à savoir les prêts et les contrats de location-acquisition[1].

Dans le cadre du volet du Programme consacré aux prêts, les entreprises en démarrage de même que celles qui sont établies et prêtes à prendre de l'expansion ou à se moderniser peuvent emprunter pour acheter des biens immeubles et du matériel ou pour améliorer des biens locatifs. En 2005-2006, le Programme FPEC a aidé des petites et moyennes entreprises à obtenir plus de 10 800 prêts, pour un montant total dépassant le milliard de dollars.

Dans le cadre du Projet pilote de location-acquisition, projet quinquennal lancé en avril 2002 et constituant un autre volet du Programme, les entreprises peuvent louer du matériel neuf ou d'occasion. En 2005-2006, ce projet leur a permis de conclure 452 contrats de location-acquisition, d'une valeur globale de 39 millions de dollars.

Le Programme FPEC facilite le financement par emprunt reposant sur l'actif. D'une valeur maximale de 250 000 $, les prêts et les contrats de location-acquisition sont consentis pour une durée d'au plus 10 ans. Le Programme s'adresse uniquement aux petites et moyennes entreprises dont les recettes annuelles n'excèdent pas 5 millions de dollars. Il ne cible aucun groupe ni aucune région en particulier. Les entreprises franchisées et non franchisées peuvent y participer et tous les types d'entreprise à but lucratif y sont admissibles, à l'exception des exploitations agricoles et des œuvres de bienfaisance.

Industrie Canada administre le Programme FPEC, enregistre les prêts et les contrats de location-acquisition, perçoit les droits et les frais et verse les parts admissibles des pertes sur prêts et contrats de location-acquisition en souffrance. Cependant, le Ministère n'intervient pas dans l'évaluation des demandes de prêt ou de location-acquisition. Il appartient aux prêteurs et aux locateurs du secteur privé de prendre toutes les décisions en matière de crédit et de verser les fonds. Conformément à la LFPEC et à son règlement, les prêteurs et les locateurs doivent faire preuve de diligence raisonnable,

[1] On entend par *contrat de location-acquisition* un crédit-bail en vertu duquel une société de crédit-bail (locateur) fournit du matériel à un locataire, le contrat conclu devant remplir au moins une des conditions suivantes : il prévoit une option d'achat à prix de faveur; il prévoit le transfert de propriété du matériel loué au locataire à la fin du bail; la durée du contrat de location est supérieure à 75 p. 100 de la durée de vie économique du matériel; et la valeur actualisée nette des paiements effectués dans le cadre du contrat de location-acquisition est supérieure ou égale à 90 p. 100 du coût du matériel le jour de la conclusion du contrat.

comme pour leurs propres prêts et contrats ordinaires. De plus, ils doivent enregistrer des titres en garantie des prêts accordés et des contrats conclus.

Quelque 1 350 banques à charte, sociétés de crédit, de prêt et d'assurances et caisses populaires, comptant plus de 15 000 points de service dans l'ensemble des provinces et des territoires, sont au nombre des prêteurs.

Le gouvernement du Canada partage le coût des pertes avec les prêteurs et les locateurs en payant 85 p. 100 des pertes admissibles sur prêts et contrats en souffrance. Afin de limiter la responsabilité de l'État, les indemnités versées à un même prêteur ou à un même locateur sont plafonnées. Le risque auquel s'expose l'État envers les gros prêteurs et locateurs se limite à environ 10 p. 100 de la valeur des prêts et contrats de location-acquisition.

2. Examen du rendement et examen financier

2.1 Objectifs et incidences du Programme

Contribuer à l'essor des petites entreprises

L'effet d'accroissement est l'un des objectifs du Programme FPEC.

On entend par *effet d'accroissement* l'accès des petites et moyennes entreprises à un financement qu'elles ne pourraient obtenir autrement. L'effet d'accroissement s'entend également des conditions d'emprunt et dispositions relatives aux sûretés plus avantageuses dont ces entreprises bénéficient.

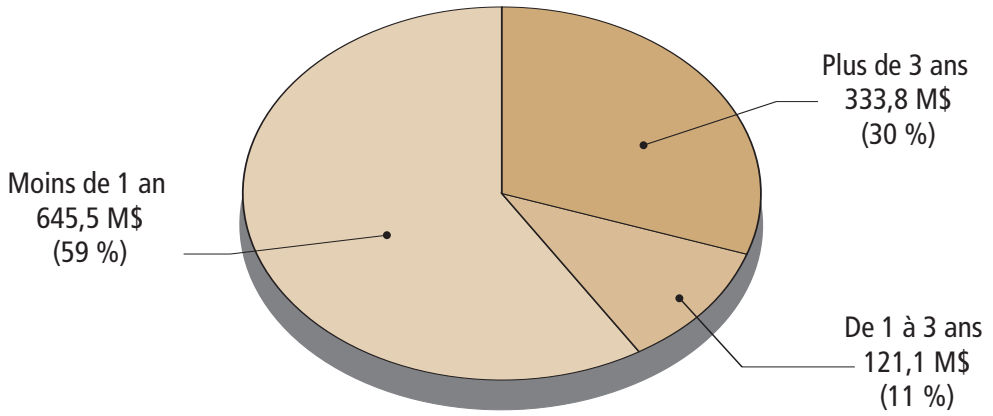
D'après la recherche, ce sont les nouvelles entreprises et celles en démarrage qui ont le plus de mal à obtenir des capitaux[2].

Par conséquent, le nombre d'entre elles qui bénéficient de prêts peut servir d'indice de l'effet d'accroissement. En 2005-2006, ces entreprises ont emprunté 645,5 millions de dollars, soit 59 p. 100 de la valeur globale des prêts consentis dans le cadre du Programme (voir la figure 1), ce qui tend à confirmer l'effet d'accroissement du Programme.

Le recouvrement des coûts est l'autre objectif du Programme FPEC.

On entend par *recouvrement des coûts* le fait que le Programme devrait être autonome, le coût des indemnités versées pour des prêts non remboursés étant compensé par les droits d'enregistrement et les frais d'administration payés à Industrie Canada.

Figure 1 Valeur des prêts consentis dans le cadre du Programme FPEC en 2005-2006, selon le nombre d'années d'activité des entreprises



Pour plus de détails, voir le tableau VII à l'appendice B.

2 Source : Industrie Canada, *Le financement des petites et moyennes entreprises au Canada, 2003*.

Pour la période quinquennale actuelle (2004-2009), les recettes du Programme FPEC s'élevaient à 66 millions de dollars au 31 mars 2006 (voir le tableau 1). Les dépenses totales correspondant au règlement de demandes d'indemnisation atteignaient 12,2 millions de dollars, ce qui donne un solde net de 53,8 millions de dollars. Un solde net positif au début de cette période quinquennale est attribuable au fait que l'on commence à percevoir les droits et frais sur les prêts au moment de l'enregistrement, tandis que les demandes d'indemnisation sont généralement présentées de deux à quatre ans après que les prêts ont été consentis. Pour la première période quinquennale du Programme FPEC (1999-2004), les dépenses dépassaient les recettes de 70 millions de dollars au moment du compte rendu.

Petites entreprises et création d'emplois

Les petites et moyennes entreprises comptent parmi les moteurs de la création d'emplois. Grâce à l'information fournie par les emprunteurs sur leurs formulaires d'enregistrement de prêts, le Programme FPEC peut évaluer l'effet général sur l'emploi. En 2005-2006, les emprunteurs estimaient que ces prêts aideraient leurs entreprises à créer, au total, 17 725 emplois, soit 1,6 emploi par prêt. Dans l'exercice précédent, en 2004-2005, ces estimations faisaient état de 2,3 nouveaux emplois par prêt. Depuis 1999, le Programme FPEC a contribué à la création de quelque 241 571 emplois, soit 2,8 emplois par prêt.

2.2 Activités du Programme

Prêts, succès des entreprises et demandes d'indemnisation

En 2005-2006, la valeur globale des prêts consentis par les prêteurs du secteur privé dans le cadre du Programme FPEC dépassait le milliard de dollars. Cela représente une injection importante de nouveaux capitaux

Tableau 1 Recettes et dépenses cumulatives du Programme FPEC, présentées par période administrative de cinq ans

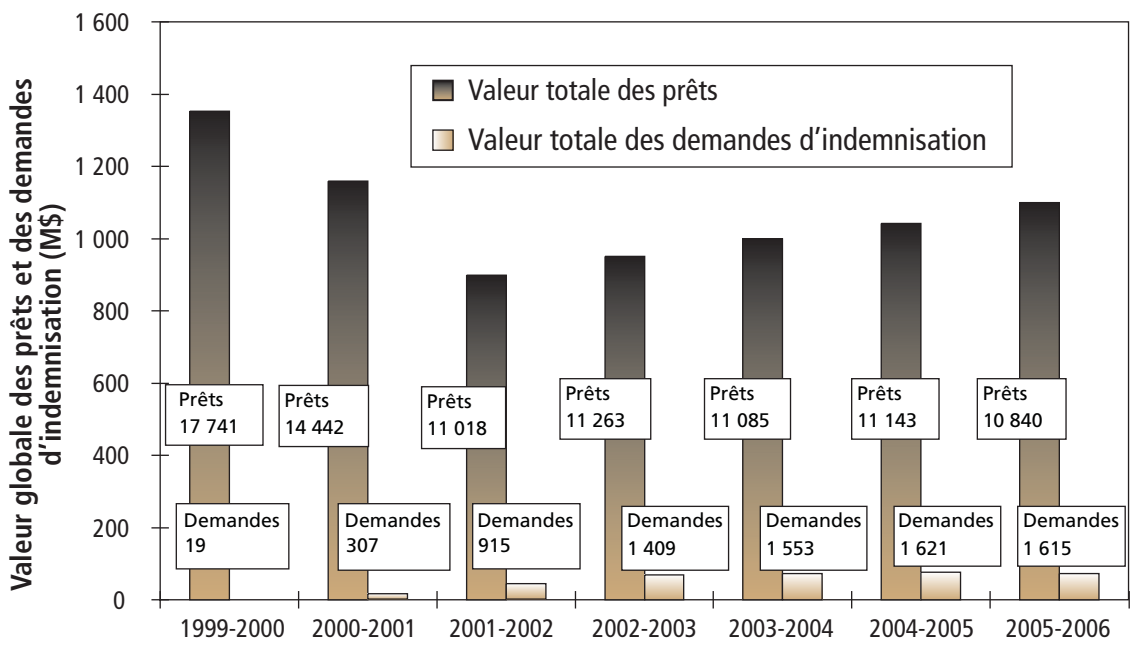
	(milliers de dollars)	
	1999-2004	**2004-2006**
Recettes		
Droits d'enregistrement	106 937,75	42 560,49
Frais d'administration	159 346,63	23 693,80
Remboursement de recettes d'exercices antérieurs	(837,29)	(206,73)
Recettes totales	**265 447,09**	**66 047,56**
Dépenses		
Indemnités versées	336 724,44	12 206,92
Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs	(1 210,58)	0,00
Dépenses totales	**335 513,85**	**12 206,92**
Recettes totales moins dépenses totales	**(70 066,76)**	**53 840,64**

Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.
Pour plus de détails, voir le tableau VIII à l'appendice B.

pour les petites et moyennes entreprises. En tout, 10 840 prêts ont été consentis, soit près de 3 p. 100 de moins que l'exercice précédent (voir la figure 2) alors que le montant moyen des prêts a augmenté de 8 p. 100, passant à 101 500 $ (voir la figure 3).

Même avec un bon financement à des taux abordables, certaines entreprises ne peuvent réussir. En 2005-2006, 1 615 demandes d'indemnisation ont été réglées, pour un paiement global de 72,5 millions de dollars, soit en moyenne 44 892 $ par demande (voir les figures 2 et 3). La valeur moyenne de ces demandes d'indemnisation, qui portaient sur des prêts en souffrance enregistrés au cours de la période de sept ans, de 1999 à 2006, a relativement peu changé de 2000 à 2006.

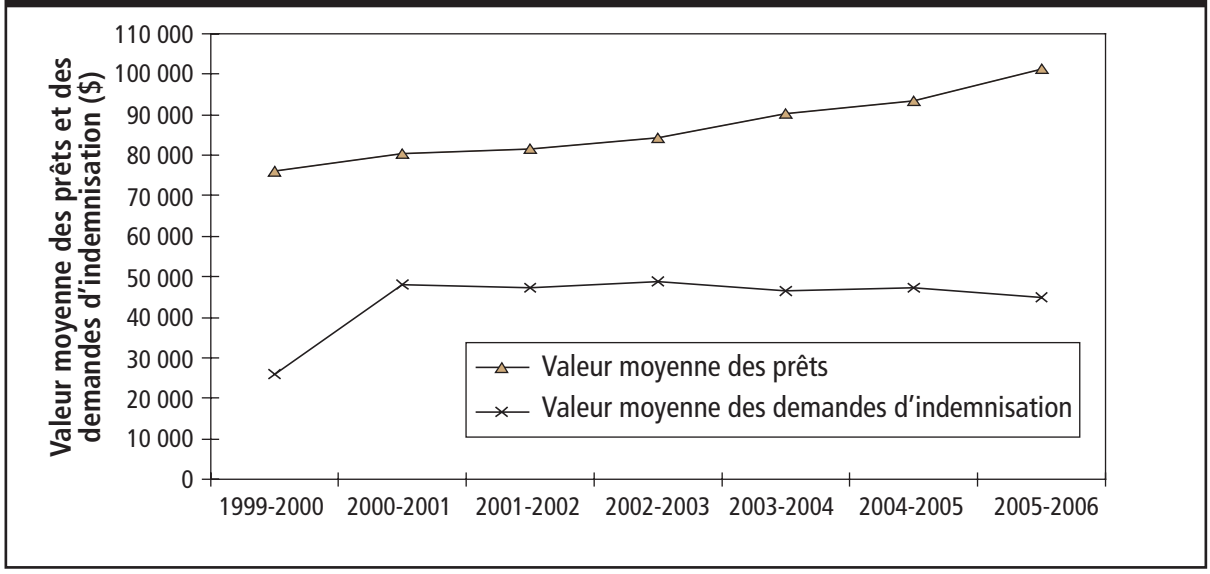
Figure 2 Nombre et valeur des prêts et des demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, 1999-2006



** Les demandes d'indemnisation sont généralement présentées de deux à quatre ans après que les prêts ont été consentis[3], ce qui explique le nombre croissant de demandes plus tard dans le cycle de vie du Programme.*
Le Programme FPEC est entré en vigueur en 1999.
Pour plus de détails, voir le tableau I à l'appendice B.

[3] Source : Equinox Management Consultants, *LPPE et LFPEC : Historique des demandes d'indemnisation et des coûts*, 2003.

Figure 3 Valeur moyenne des prêts et des demandes d'indemnisation, 1999-2006



Pour plus de détails, voir le tableau I à l'appendice B.

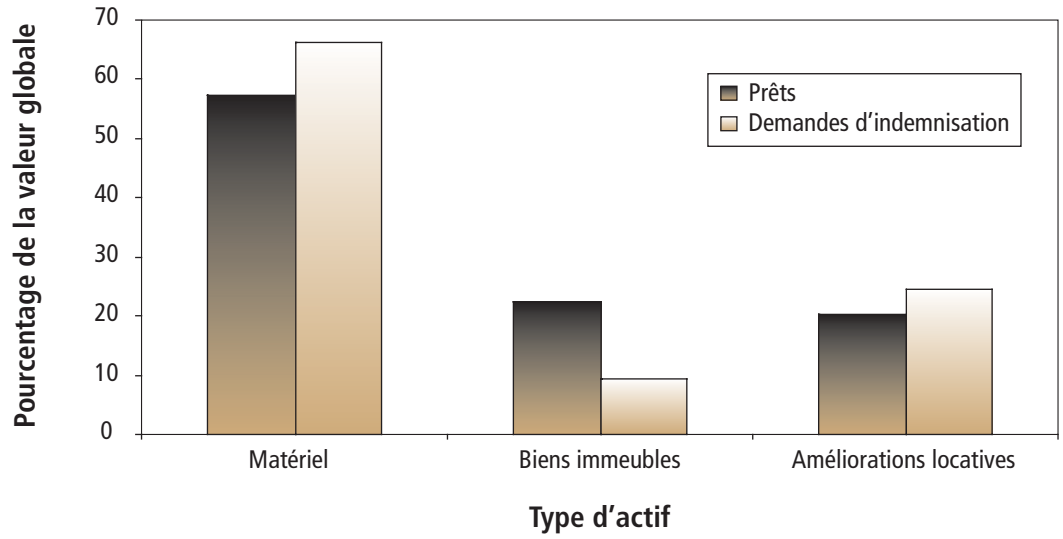
Investissements dans la modernisation et la croissance — Examen par type d'actif

Les entreprises ont emprunté des capitaux pour diverses raisons. Elles ont investi dans du matériel et des biens immeubles, et ont apporté d'autres améliorations et innovations. La figure 4 montre la répartition de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation par type d'actif au cours des sept années du Programme FPEC. L'achat de matériel représentait le plus fort pourcentage de la valeur globale des prêts (57 p. 100) et des demandes d'indemnisation (66 p. 100). Au cours de la même période, l'achat de biens immeubles représentait 22 p. 100 de la valeur globale des prêts et 9 p. 100 de la valeur globale des demandes d'indemnisation. Enfin, les améliorations locatives représentaient le plus faible pourcentage (20 p. 100) de la valeur globale des prêts et 24 p. 100 de la valeur globale des demandes d'indemnisation.

Voici, ci-dessous, la répartition des prêts et des demandes d'indemnisation par type d'actif pendant l'exercice 2005-2006 par rapport aux sept années du Programme :

- 56 p. 100 de la valeur globale des prêts a servi à l'achat de matériel, ce qui est correspond pour ainsi dire à la moyenne de 57 p. 100 sur sept ans.
- 20 p. 100 de la valeur globale des prêts a servi à l'achat de biens immeubles (terrains et immeubles), ce qui est légèrement inférieur à la moyenne de 22 p. 100 sur sept ans pour les immobilisations.
- 25 p. 100 de la valeur globale des prêts a servi à des améliorations locatives, ce qui est supérieur à la moyenne de 20 p. 100 sur sept ans pour ces dépenses.
- 58 p. 100 de la valeur globale des demandes d'indemnisation concernait des prêts destinés à l'achat de matériel, ce qui est inférieur à la moyenne de 66 p. 100 sur sept ans.

Figure 4 Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, par type d'actif, 1999-2006



Pour plus de détails, voir le tableau II à l'appendice B.

- 10 p. 100 de la valeur globale des demandes d'indemnisation avait trait à des prêts destinés au financement de biens immeubles, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne de 9 p. 100 sur sept ans.
- 32 p. 100 de la valeur globale des demandes d'indemnisation avait trait à des améliorations locatives, alors que la moyenne sur sept ans était inférieure (24 p. 100).

Prêts aux entreprises de toutes les provinces et de tous les territoires

Grâce à un vaste réseau de 1 350 prêteurs du secteur privé, le Programme FPEC peut servir des entreprises canadiennes de l'ensemble du pays, qu'elles soient établies dans de grands centres urbains, de petites villes ou des collectivités rurales. Le Programme est axé sur la demande. Son utilisation varie donc en fonction des choix des prêteurs et des emprunteurs.

En 2005-2006, des entreprises de toutes les provinces et de tous les territoires ont contracté des prêts, mais c'est le Québec et l'Ontario qui ont enregistré la plus forte proportion. En effet, les entreprises de ces deux provinces ont emprunté 68 p. 100 de la valeur globale des prêts consentis, ce qui correspond à la moyenne sur sept ans. Des études montrent que 58 p. 100 des petites et moyennes entreprises canadiennes à but lucratif se trouvent en Ontario et au Québec[4].

À eux deux, l'Ontario et le Québec représentaient 78 p. 100 de la valeur des demandes d'indemnisation présentées pendant l'exercice 2005-2006 et 80 p. 100 de la valeur de celles soumises de 1999 à 2006. Pour plus de détails, voir le tableau III à l'appendice B.

[4] Source : Industrie Canada, *Le financement des petites et moyennes entreprises au Canada, 2003*.

Les services d'alimentation et de restauration, le commerce de détail, la fabrication, les transports et l'entreposage sont les secteurs qui empruntent le plus

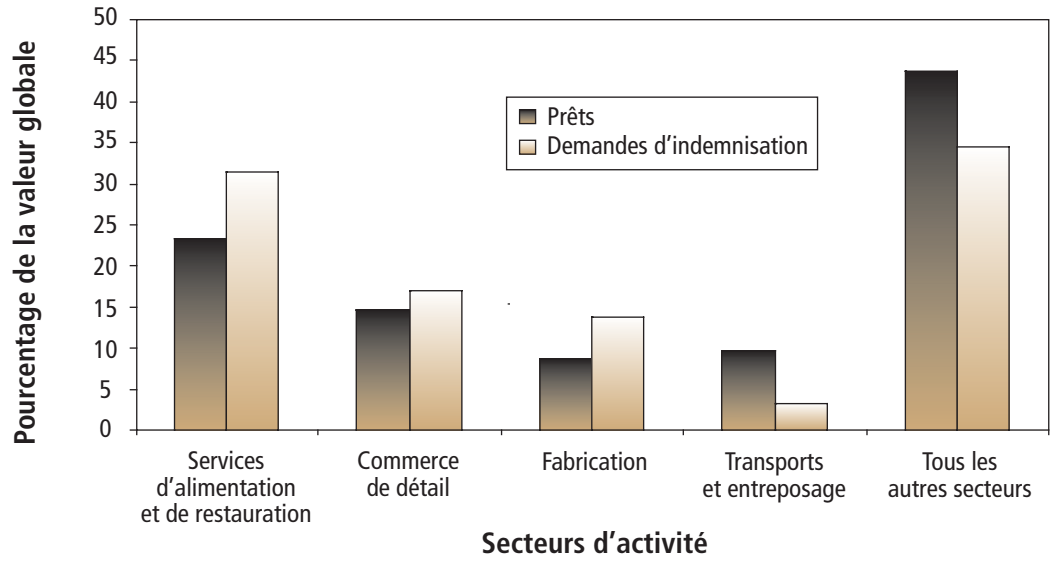
D'après la moyenne sur sept ans, 23 p. 100 de la valeur globale des prêts a été accordée aux entreprises des services d'alimentation et de restauration, 15 p. 100 à celles du commerce de détail, 9 p. 100 à celles de la fabrication et 10 p. 100 à celles des transports et de l'entreposage (voir la figure 5).

Au cours de la période de sept ans, de 1999 à 2006, la proportion de la valeur globale des indemnités payées s'élevait en moyenne à 32 p. 100 pour les services d'alimentation et de restauration, à 16 p. 100 pour le commerce de détail, à 14 p. 100 pour le secteur manufacturier et à 3 p. 100 pour le du secteur des transports et de l'entreposage.

En 2005-2006 :

- Ces quatre secteurs d'activité, les principaux tant pour ce qui est du nombre de prêts que du montant des prêts, ont obtenu 57 p. 100 de la valeur globale des prêts, ce qui correspond à la moyenne sur sept ans.
- Les emprunts contractés par tous les autres secteurs — soins de santé, construction, services éducatifs, industries de l'information et culturelles, industries minières, pétrolières et gazières, etc. — représentaient 43 p. 100 de la valeur globale des prêts.
- En ce qui concerne les demandes d'indemnisation, une part importante des indemnités pour pertes, soit 65 p. 100 de la valeur des demandes, a été accordée aux quatre principaux secteurs d'activité, ce qui correspond à la moyenne sur sept ans.

Figure 5 Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, par secteur d'activité, 1999-2006

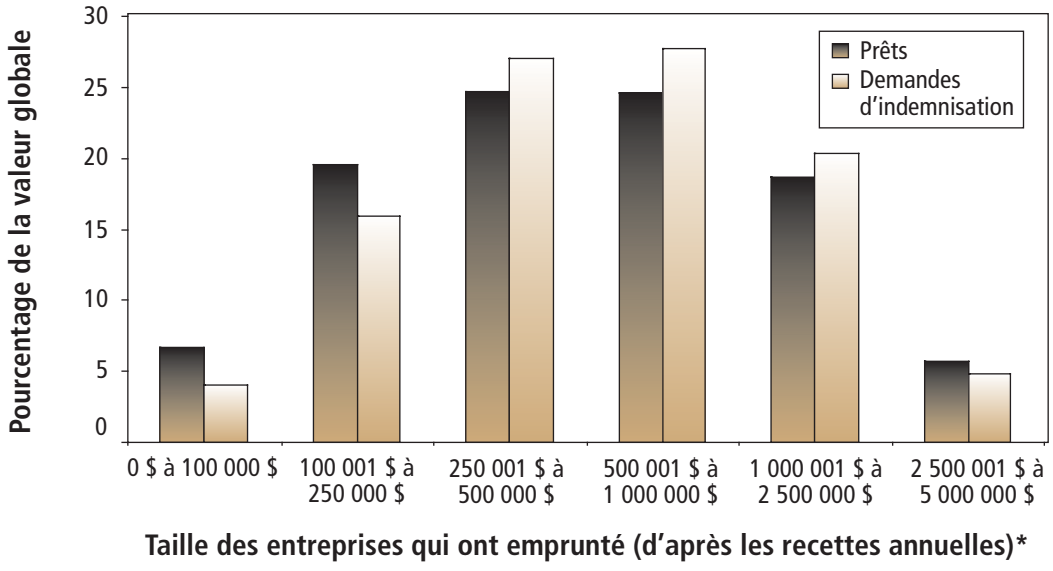


Pour plus de détails, voir le tableau IV à l'appendice B.

Stabilité du type et de la taille des entreprises

- Les entreprises non franchisées ont bénéficié de 84 p. 100 de la valeur globale des prêts, alors que ce pourcentage s'est chiffré à 16 p. 100 pour les entreprises franchisées. Ces données sont comparables à la moyenne sur sept ans. En tout, 21 p. 100 de la valeur des demandes d'indemnisation a été versée aux entreprises franchisées, ce qui correspond à la moyenne sur sept ans. Pour plus de détails, voir le tableau V à l'appendice B.
- Les entreprises dont les recettes annuelles se situaient entre 100 001 $ et 2 500 000 $ ont bénéficié de 89 p. 100 de la valeur globale des prêts consentis en 2005-2006, ce qui correspond au pourcentage des sept dernières années. Selon cette moyenne sur sept ans, la valeur des prêts et celle des demandes d'indemnisation par segment sont à peu près équivalentes (voir la figure 6). Au total, 93 p. 100 des cas d'indemnisation réglés visaient cette catégorie d'entreprises, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne de 91 p. 100 sur sept ans.

Figure 6 Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, selon la taille des entreprises qui ont emprunté, 1999-2006



** D'après les prévisions de recettes de l'emprunteur au moment de l'enregistrement du prêt.*
Pour plus de détails, voir le tableau VI à l'appendice B.

2.3 Responsabilité de l'État dans le cadre du Programme

Afin de limiter la responsabilité du gouvernement du Canada, la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* plafonne celle-ci à 1,5 milliard de dollars par période de cinq années consécutives quant aux demandes d'indemnisation pour prêts en souffrance. Au 31 mars 2006, à la fin de la deuxième année de la période de cinq ans actuelle, sa responsabilité maximale éventuelle restante était de 352 millions de dollars, ce qui est nettement inférieur au maximum autorisé. Le montant de cette responsabilité équivaut à la responsabilité maximale éventuelle[5] moins les sommes remboursées sur les prêts par les emprunteurs et le remboursement des pertes par le gouvernement pour cette même période.

2.4 Administration du Programme

La Direction du Programme de financement des petites entreprises du Canada d'Industrie Canada est chargée de trois programmes : le Programme de financement des petites entreprises du Canada (volet des prêts), le Projet pilote de location-acquisition, qui est d'une durée de cinq ans, et le Programme de prêts aux petites entreprises (PPE). Même si le Programme de financement des petites entreprises du Canada a remplacé le Programme PPE le 1er avril 1999, la Direction continue de traiter les demandes d'indemnisation et les recouvrements pour des prêts enregistrés avant cette date.

La Direction emploie 27 personnes à plein temps et dispose d'un budget annuel d'environ 2,8 millions de dollars. Parmi ses principales tâches administratives, elle évalue les demandes d'indemnisation pour pertes et rembourse aux prêteurs les pertes admissibles. En 2005-2006, le délai de traitement des demandes était en moyenne de 13 jours, ce qui est stable par rapport à 2004-2005.

En tout, la Direction a reçu huit appels de décisions qu'elle avait rendues au sujet des deux programmes de prêts. Chacun a été examiné à la lumière de tout nouvel élément d'information et de toute clarification supplémentaire apportés. Résultat, la Direction a rejeté cinq appels et en a accepté deux. Elle ne s'était pas encore prononcée sur un appel au moment de la rédaction du présent rapport.

Il a fallu, en moyenne, deux jours ou moins pour enregistrer les prêts et les contrats de location-acquisition.

Les petites entreprises et les prêteurs ont adressé 2 467 demandes de renseignements par téléphone ou par courriel, et le site Web du Programme a été consulté à plus de 116 000 reprises (similaire à 2004-2005), ce qui en fait le site Web d'Industrie Canada le plus visité.

[5] La responsabilité maximale éventuelle du gouvernement du Canada équivaut à la somme de sa responsabilité éventuelle envers chaque prêteur, par période de prêts, plafonnée selon la formule 90-50-10. Cette formule limite ainsi la responsabilité de l'État envers chaque prêteur à 90 p. 100 de la première tranche de 250 000 $ des prêts au compte du prêteur, à 50 p. 100 de la prochaine tranche de 250 000 $ et à 10 p. 100 de la valeur de tous les autres prêts.

Demandes d'indemnisation pour pertes

En 2005-2006, la Direction a accepté 94 p. 100 (1 615) des demandes d'indemnisation soumises en vertu du Programme FPEC et en a rejeté 6 p. 100 (107) (voir le tableau 2). Ce taux de rejet est stable par rapport à l'exercice précédent.

En 2005-2006, la Direction a accepté 90 p. 100 (183) des demandes d'indemnisation soumises dans le cadre du Programme PPE et en a rejeté 10 p. 100 (20). À titre de comparaison, le taux de rejet était de 15 p. 100 en 2004-2005. Certaines dispositions du Programme FPEC permettent de rajuster des demandes d'indemnisation qui auraient été purement et simplement rejetées dans le cadre du Programme PPE, ce qui explique la différence entre les taux de rejet.

Tableau 2 Direction du Programme de financement des petites entreprises du Canada

Opérations	2005-2006	2004-2005
Prêts du Programme FPEC	**10 840**	**11 143**
Demandes d'indemnisation traitées pour pertes sur prêts		
Demandes en vertu du Programme FPEC acceptées	1 615	1 621
Demandes en vertu du Programme FPEC rejetées	107	108
Nombre total de demandes en vertu du Programme FPEC	1 722	1 729
Demandes en vertu du Programme PPE acceptées	183	377
Demandes en vertu du Programme PPE rejetées	20	64
Nombre total de demandes en vertu du Programme PPE	203	441
Contrats conclus, Projet pilote de location-acquisition	452	288
Demandes d'indemnisation traitées pour pertes sur contrats de location-acquisition	21	1

3. Projet pilote de location-acquisition

Lancé le 1er avril 2002, le Projet pilote de location-acquisition est issu de consultations auprès des entreprises et des sociétés de crédit-bail. Il a pour objet de préciser et de vérifier le degré de viabilité et d'utilité du Programme FPEC pour la location-acquisition. Ce projet pilote est dans une large mesure fondé sur le programme de prêts, dont il partage les objectifs d'effet d'accroissement et de recouvrement des coûts. La valeur d'un contrat de location-acquisition est limitée à 250 000 $, pour une durée maximale de 10 ans. Le gouvernement du Canada paie jusqu'à concurrence de 85 p. 100 de la valeur de toute part admissible des soldes en souffrance. Des droits d'enregistrement et des frais d'administration sont perçus. Pour plus de détails, voir l'appendice A.

3.1 Activités de location-acquisition

Depuis avril 2002, le Projet pilote de location-acquisition a permis à des entreprises de conclure 921 contrats de location-acquisition, d'une valeur globale de 90,1 millions de dollars. En 2005-2006, 452 contrats de location-acquisition ont été enregistrés, d'une valeur globale de 39,2 millions de dollars. La valeur moyenne du contrat était d'environ 86 700 $, montant inférieur d'environ 15 000 $ à la valeur moyenne des prêts du Programme FPEC.

Comme le programme de prêts, le Projet pilote est axé sur la demande, les variations de l'activité à l'échelle nationale reflétant les choix des locateurs et des entreprises qui recourent à leurs services. Offert dans l'ensemble des provinces et des territoires, ce projet pilote ne cible aucun secteur ni aucune région en particulier. À l'heure actuelle, cinq locateurs y participent activement. En 2005-2006, des contrats de location-acquisition ont été conclus dans huit provinces (voir le tableau 3).

- Les nouvelles entreprises et celles en démarrage étaient bénéficiaires de 28 p. 100 de la valeur globale des nouveaux contrats.
- Pour les entreprises de plus de trois ans, ce pourcentage s'élève à 50 p. 100.
- La plus grande part des contrats, représentant 42 p. 100 de la valeur globale des contrats, ont été octroyés à des entreprises du Québec.
- Selon les estimations des entreprises qui ont participé au Projet pilote, chaque contrat de location-acquisition a contribué à créer en moyenne 2,8 emplois, ce qui équivaut au total à 1 279 nouveaux emplois.

Tableau 3 Contrats de location-acquisition, par province et territoire, du 1er avril 2002 au 31 mars 2006

Province ou territoire	Exercice	Contrats conclus			
		Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Moyenne (milliers $)
Terre-Neuve-et-Labrador	2002-2003	2	240,2	3	120,1
	2003-2004	0	0,0	0	0,0
	2004-2005	0	0,0	0	0,0
	2005-2006	0	0,0	0	0,0
Île-du-Prince-Édouard	2002-2003	0	0,0	0	0,0
	2003-2004	0	0,0	0	0,0
	2004-2005	0	0,0	0	0,0
	2005-2006	0	0,0	0	0,0
Nouvelle-Écosse	2002-2003	2	292,2	3	146,1
	2003-2004	2	227,2	1	113,6
	2004-2005	3	342,4	1	114,1
	2005-2006	1	198,0	1	198,0
Nouveau-Brunswick	2002-2003	5	707,1	8	141,4
	2003-2004	9	1 044,0	6	116,0
	2004-2005	11	1 318,4	5	119,9
	2005-2006	8	816,8	2	102,1
Québec	2002-2003	9	1 410,6	16	156,7
	2003-2004	23	2 608,9	16	113,4
	2004-2005	139	9 443,7	36	67,9
	2005-2006	263	16 618,2	42	63,2
Ontario	2002-2003	24	4 107,7	47	171,2
	2003-2004	44	5 939,5	37	135,0
	2004-2005	69	7 953,2	31	115,3
	2005-2006	75	9 038,7	23	120,5
Manitoba	2002-2003	2	287,9	3	143,9
	2003-2004	0	0,0	0	0,0
	2004-2005	5	768,6	3	153,7
	2005-2006	8	852,1	2	106,5
Saskatchewan	2002-2003	1	122,4	1	122,4
	2003-2004	2	278,9	2	139,4
	2004-2005	1	111,2	0	111,2
	2005-2006	2	363,3	1	181,7
Alberta	2002-2003	6	758,3	9	126,4
	2003-2004	24	2 726,8	17	113,6
	2004-2005	40	4 149,8	16	103,7
	2005-2006	46	5 401,9	14	117,4
Colombie-Britannique	2002-2003	6	847,3	10	141,2
	2003-2004	20	3 383,2	21	169,2
	2004-2005	20	1 886,3	7	94,3
	2005-2006	49	5 879,2	15	120,0
Yukon	2002-2003	0	0,0	0	0,0
	2003-2004	0	0,0	0	0,0
	2004-2005	0	0,0	0	0,0
	2005-2006	0	0,0	0	0,0
Territoires du Nord-Ouest	2002-2003	0	0,0	0	0,0
	2003-2004	0	0,0	0	0,0
	2004-2005	0	0,0	0	0,0
	2005-2006	0	0,0	0	0,0
Nunavut	2002-2003	0	0,0	0	0,0
	2003-2004	0	0,0	0	0,0
	2004-2005	0	0,0	0	0,0
	2005-2006	0	0,0	0	0,0
Total*	2002-2003	57	8 773,7	100	153,9
	2003-2004	124	16 208,5	100	130,7
	2004-2005	288	25 973,7	100	90,2
	2005-2006	452	39 168,3	100	86,7
	Total	**921**	**90 124,1**	**100**	**97,9**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

3.2 Recettes et coûts

Les recettes du Projet pilote de location-acquisition s'élevaient à 2,7 millions de dollars pour l'exercice 2005-2006. En tout, 21 demandes d'indemnisation d'un montant global de 486 000 $ ont été reçues. Une estimation prévisionnelle des recettes et des dépenses du Projet pilote sera calculée en 2006-2007 afin de déterminer s'il peut parvenir au recouvrement des coûts.

3.3 Responsabilité de l'État dans le cadre du Projet pilote

Afin de limiter la responsabilité du gouvernement du Canada dans le cadre du Projet pilote de location-acquisition, celle-ci a été plafonnée à 400 millions de dollars pour la période de cinq ans prenant fin le 31 mars 2007. Au terme de quatre ans, soit le 31 mars 2006, la responsabilité maximale éventuelle[6] restante de l'État se chiffrait à 9,9 millions de dollars, ce qui est nettement inférieur au plafond autorisé de 400 millions. Le montant de cette responsabilité équivaut à la responsabilité maximale éventuelle moins les sommes remboursées sur les contrats de location-acquisition par les emprunteurs et le remboursement des pertes par le gouvernement.

3.4 Évaluation du projet pilote

Le Projet pilote de location-acquisition a été lancé en avril 2002 et son règlement cessera de s'appliquer à compter du 1er avril 2007, sauf si le gouvernement du Canada décide de faire de la location-acquisition un volet permanent du Programme. Dans ce cas, à la suite de l'annonce de la décision du gouvernement du Canada, le Règlement afférent au Projet pilote sera maintenu en vigueur pendant un an, le temps d'adopter la législation et la réglementation requises pour donner suite à cette décision. Pour faciliter le processus de prise de décision, Industrie Canada évaluera le Projet pilote au cours de l'exercice 2006-2007.

6 La responsabilité maximale éventuelle du gouvernement du Canada équivaut à la somme de sa responsabilité éventuelle envers chaque locateur, par période de crédit-bail, plafonnée selon la formule 90-50-10. Cette formule limite ainsi la responsabilité de l'État envers chaque locateur à 90 p. 100 de la première tranche de 250 000 $ des contrats au compte du locateur, à 50 p. 100 de la prochaine tranche de 250 000 $ et à 10 p. 100 de la valeur de tous les autres contrats.

4. Orientations futures

En vertu des dispositions de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*, le Programme FPEC doit faire l'objet d'un examen tous les cinq ans. Le dernier rapport a été déposé au Parlement en avril 2005. Ce rapport, de même que des travaux de recherche connexes et un sommaire de l'examen, sont affichés en ligne (**www.strategis.gc.ca/recherchepe/lfpec**). Le rapport d'examen de 2005 confirmait l'importance, l'efficience et l'efficacité du Programme FPEC pour aider les petites entreprises à relever les défis de financement auxquels elles sont confrontées. Il a également établi un cadre de consultations afin de cerner les mesures à adopter pour améliorer ce programme.

Industrie Canada continue de chercher à améliorer le Programme FPEC, tout en assurant sa surveillance et son examen périodiques à l'aide d'un cadre d'évaluation qui permet un suivi des activités du Programme axé sur les résultats. Les activités réalisées dans le cadre d'évaluation comprennent des enquêtes visant à savoir dans quelle mesure le Programme est connu et s'il est jugé satisfaisant, une étude du niveau de recouvrement des coûts et de l'effet d'accroissement ainsi qu'une évaluation de son incidence sur l'économie et sur l'emploi.

Appendice A

Principaux paramètres du Programme

Le Programme FPEC fonctionne selon les grands paramètres suivants.

Paramètres	Prêts	Contrats de location-acquisition
Types d'actifs financés	Les prêts doivent servir à financer : 1) du matériel, 2) des biens immeubles, 3) des améliorations locatives et 4) les droits d'enregistrement au Programme.	Les contrats de location-acquisition doivent servir à financer : 1) du matériel neuf ou d'occasion dont la durée de vie économique est supérieure à la durée du contrat et 2) les droits d'enregistrement au Programme.
Pourcentage du coût des actifs accepté pour le financement	Le financement offert sous forme de prêts ne peut dépasser 90 p. 100 du coût admissible des actifs.	Le financement offert dans le cadre du Projet pilote peut atteindre 100 p. 100 du coût du matériel.
Droits et frais	Des droits initiaux et ponctuels correspondant à 2 p. 100 du montant financé sont versés lors de l'enregistrement. Ils peuvent être inclus dans le prêt accordé ou le contrat de location-acquisition conclu dans le cadre du Programme FPEC. De plus, le prêteur ou le locateur doit payer des frais d'administration de 1,25 p. 100 (paiement trimestriel) sur le solde des prêts et des contrats de location-acquisition. Il peut répercuter ces frais sur l'emprunteur ou le locataire, mais seulement en les incluant dans le taux d'intérêt appliqué au prêt ou contrat de location-acquisition de ce dernier.	
Taux d'intérêt maximal	Le taux variable maximal est égal au taux préférentiel du prêteur, majoré de 3 p. 100 (frais d'administration de 1,25 p. 100 compris). Le taux fixe maximal est égal au taux hypothécaire résidentiel pratiqué par le prêteur, majoré de 3 p. 100 (frais d'administration de 1,25 p. 100 compris).	Le locateur ne peut appliquer un taux d'intérêt supérieur au taux des obligations du gouvernement du Canada majoré de 13,25 p. 100 (frais d'administration de 1,25 p. 100 compris).
Financement maximal	Un emprunteur ou un locataire ne peut avoir de prêts ou de contrats de location-acquisition en cours d'une valeur totale supérieure à 250 000 $ dans le cadre du Programme FPEC et du Programme de prêts aux petites entreprises.	
Durée	La durée maximale de tout prêt est de 10 ans à compter de la date à laquelle est prévu le premier paiement sur le principal.	La durée maximale de tout contrat de location-acquisition est de 10 ans à compter de sa date d'entrée en vigueur.
Ratio de partage des pertes	Le gouvernement du Canada absorbe une part des pertes admissibles après la réalisation des sûretés. Cette part est de 85 p. 100 pour les prêts et le crédit-bail en souffrance. Les prêteurs et les locateurs sont responsables du 15 p. 100 qui reste.	
Plafond des demandes d'indemnisation	Chaque prêteur ou locateur a un compte distinct pour les prêts ou les contrats de location-acquisition enregistrés au Programme. Le gouvernement du Canada a pour obligation envers chacun de régler les demandes d'indemnisation admissibles (c.-à-d. 85 p. 100 des pertes admissibles) pour les prêts ou les contrats de location-acquisition en souffrance enregistrés au compte du prêteur ou du locateur, à concurrence de 90 p. 100 de la première tranche de 250 000 $ des prêts ou contrats enregistrés, de 50 p. 100 de la deuxième tranche de 250 000 $ et de 10 p. 100 de tous les prêts ou contrats dépassant 500 000 $.	

Appendice B

Tableaux relatifs à la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*

Tableau I Résumé des activités financières du Programme FPEC, par exercice

Exercice	Prêts			Recettes				Dépenses				Résultat net : Recettes moins dépenses (milliers $)
	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Valeur moyenne (milliers $)	Droits d'enregistrement (milliers $)	Frais d'administration (milliers $)	Remboursement de recettes d'exercices antérieurs (milliers $)	Recettes globales (milliers $)	Nombre de demandes d'indemnisation	Demandes d'indemnisation réglées (milliers $)	Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs (milliers $)	Dépenses globales (milliers $)	
1999-2000	17 741	1 352 320,5	76,2	26 976,2	6 449,6	0,0	33 425,9	19	494,6	0,0	494,6	32 931,3
2000-2001	14 442	1 159 048,0	80,3	23 130,2	20 208,0	(200,4)	43 137,8	307	14 769,0	0,0	14 769,0	28 368,8
2001-2002	11 018	899 350,2	81,6	17 919,7	26 849,6	(200,1)	44 569,2	915	43 466,0	(21,7)	43 444,3	1 124,9
2002-2003	11 263	951 159,1	84,4	18 960,2	29 588.6	(117,3)	48 431,5	1 409	68 891,6	(100,4)	68 791,3	(20 359,8)
2003-2004	11 085	999 884,9	90,2	19 951,4	31 732,1	(139,2)	51 544,3	1 553	71 949,1	(286,5)	71 662,7	(20 118,4)
2004-2005	11 143	1 041 307,2	93,4	20 798,5	33 209,1	(170,0)	53 837,6	1 621	76 881,2	(412,4)	76 468,7	(22 631,1)
2005-2006	10 840	1 100 431,3	101,5	21 761,9	35 003,4	(217,0)	56 548,3	1 615	72 479,8	(389,7)	72 090,2	(15 541,8)
Total *	**87 532**	**7 503 501,0**	**85,7**	**149 498,2**	**183 040,4**	**(1 044,0)**	**331 494,6**	**7 439**	**348 931,4**	**(1 210,6)**	**347 720,8**	**(16 226,2)**

* Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.

Tableau II Prêts et demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, par type d'actif, 1999-2006

Type d'actif*	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)
Matériel	1999-2004	43 099	3 110 049,2	58,0	72,2	2 998	140 455,7	70,4	46,8
	2004-2005	7 064	576 176,8	55,3	81,6	1 062	48 402,5	63,0	45,6
	2005-2006	6 899	611 618,7	55,6	88,7	1 013	42 011,4	58,0	41,5
	Total partiel	57 062	4 297 844,6	57,3	75,3	5 073	230 869,6	66,2	45,5
Biens immeubles	1999-2004	12 445	1 232 632,7	23,0	99,0	396	18 242,2	9,1	46,1
	2004-2005	2 064	229 14,0	22,0	111,0	160	7 082,1	9,2	44,3
	2005-2006	1 839	219 067,0	19,9	119,1	173	7 402,2	10,2	42,8
	Total partiel	16 348	1 680 840,6	22,4	102,8	729	32 726,6	9,4	44,9
Améliorations locatives	1999-2004	10 005	1 019 080,8	19,0	101,9	809	40 872,4	20,5	50,5
	2004-2005	2 015	235 989,4	22,7	117,1	399	21 396,5	27,8	53,6
	2005-2006	2 102	269 745,6	24,5	128,3	429	23 066,3	31,8	53,8
	Total partiel	14 122	1 524 815,8	20,3	108,0	1 637	85 335,2	24,5	52,1
Total**	**1999-2004**	**65 549**	**5 361 762,6**	**100,0**	**81,8**	**4 203**	**199 570,4**	**100,0**	**47,5**
	2004-2005	**11 143**	**1 041 307,2**	**100,0**	**93,4**	**1 621**	**76 881,2**	**100,0**	**47,4**
	2005-2006	**10 840**	**1 100 431,3**	**100,0**	**101,5**	**1 615**	**72 479,8**	**100,0**	**44,9**
	Total**	**87 532**	**7 503 501,0**	**100,0**	**85,7**	**7 439**	**348 931,4**	**100,0**	**46,9**

* Comme les prêts peuvent servir à diverses fins, un prêt donné est associé à un type d'actif si plus de la moitié des fonds ont été consacrés à ce type d'actif.
** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.
Les données annuelles de 1999-2004 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (**www.strategis.gc.ca/lfpec**).

Tableau III Prêts et demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, par province et territoire, 1999-2006

Province ou territoire	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)
Terre-Neuve-et-Labrador	1999-2004	1 465	105 223,2	2,0	71,8	15	541.2	0,3	36,1
	2004-2005	204	14 447,6	1,4	70,8	15	579,1	0,8	38,6
	2005-2006	191	13 545,5	1,2	70,9	24	783,9	1,1	32,7
	Total partiel	1 860	133 216,2	1,8	71,6	54	1 904,2	0.5	35,3
Île-du-Prince-Édouard	1999-2004	411	31 732,7	0,6	77,2	13	295,9	0,1	22,8
	2004-2005	50	3 286,7	0,3	65,7	8	299,6	0,4	37,5
	2005-2006	50	4 711,4	0,4	94,2	5	71,4	0,1	14,3
	Total partiel	511	39 730,9	0,5	77,8	26	666.9	0,.2	25,7
Nouvelle-Écosse	1999-2004	2 510	192 219,1	3,6	76,6	100	3 000,0	1,5	30,0
	2004-2005	397	30 064,6	2,9	75,7	33	599,6	0,8	18,2
	2005-2006	293	21 716,8	2,0	74,1	35	1 278,3	1,8	36,5
	Total partiel	3 200	244 000,5	3,3	76,3	168	4 877,9	1,4	29,0
Nouveau-Brunswick	1999-2004	2 208	178 044,3	3,3	80,6	113	4 906,5	2,5	43,4
	2004-2005	419	31 258,4	3,0	74,6	29	1 021,9	1,3	35,2
	2005-2006	397	33 517,5	3,0	84,4	65	2 280,0	3,1	35,1
	Total partiel	3 024	242 820,2	3,2	80,3	207	8 208,5	2,4	39,7
Québec	1999-2004	24 388	1 751 915,6	32,7	71,8	1 524	64 916,6	32,5	42,6
	2004-2005	3 980	357 360,8	34,3	89,8	553	22 997,7	29,9	41,6
	2005-2006	3 913	388 077,3	35,3	99,2	522	20 905,5	28,8	40,0
	Total partiel	32 281	2 497 353,7	33,3	77,4	2 599	108 819,9	31,2	41,9
Ontario	1999-2004	16 892	1 677 364,2	31,3	99,3	1 712	96 591,2	48,4	56,4
	2004-2005	3 082	342 695,0	32,9	111,2	715	40 056,5	52,1	56,0
	2005-2006	2 951	364 430,2	33,1	123,5	674	35 379,5	48,8	52,5
	Total partiel	22 925	2 384 489,3	31,8	104,0	3 101	172 027,2	49,3	55,5
Manitoba	1999-2004	2 325	173 124,3	3,2	74,5	110	3 653,8	1,8	33,2
	2004-2005	395	30 474,6	2,9	77,2	40	1 221,6	1,6	30,5
	2005-2006	410	32 603,4	3,0	79,5	44	1 919,3	2,6	43,6
	Total partiel	3 130	236 202,3	3,1	75,5	194	6 794,7	1,9	35,0

Tableau III (suite) Prêts et demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, par province et territoire, 1999-2006

Province ou territoire	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)
Saskatchewan	1999-2004	2 906	194 599,5	3,6	67,0	87	2 967,7	1,5	34,1
	2004-2005	481	37 688,0	3,6	78,4	37	981,3	1,3	26,5
	2005-2006	515	41 553,3	3,8	80,7	44	1 201,6	1,7	27,3
	Total partiel	3 902	273 840,8	3,6	70,2	168	5 150,6	1,5	30,7
Alberta	1999-2004	6 959	606 685,5	11,3	87,2	281	12 630,0	6,3	44,9
	2004-2005	1 226	115 807,2	11,1	94,5	94	4 402,6	5,7	46,8
	2005-2006	1 289	126 503,0	11,5	98,1	119	4 946,6	6,8	41,6
	Total partiel	9 474	848 995,7	11,3	89,6	494	21 979,2	6,3	44,5
Colombie-Britannique	1999-2004	5 341	437 849,0	8,2	82,0	248	10 067,4	5,0	40,6
	2004-2005	886	76 165,2	7,3	86,0	97	4 721,1	6,1	48,7
	2005-2006	812	71 980,3	6,5	88,6	82	3 515,4	4,9	42,9
	Total partiel	7 039	585 994,4	7,8	83,2	427	18 304,0	5,2	42,9
Yukon	1999-2004	56	5 003,7	0,1	89,4	0	0,0	0,0	0,0
	2004-2005	10	1 120,8	0,1	112,1	0	0,0	0,0	0,0
	2005-2006	10	706,2	0,1	70,6	0	0,0	0,0	0,0
	Total partiel	76	6 830,7	0,1	89,9	0	0,0	0,0	0,0
Territoires du Nord-Ouest	1999-2004	81	7 110,5	0,1	87,8	0	0,0	0,0	0,0
	2004-2005	13	938,4	0,1	72,2	0	0,0	0,0	0,0
	2005-2006	9	1 086,4	0,1	120,7	1	198,3	0,3	198,3
	Total partiel	103	9 135,3	0,1	88,7	1	198,3	0,1	198,3
Nunavut	1999-2004	7	891,0	0,0	127,3	0	0,0	0,0	0,0
	2004-2005	0	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0
	2005-2006	0	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0
	Total partiel	7	891,0	0,0	127,3	0	0,0	0,0	0,0
Total*	**1999-2004**	**65 549**	**5 361 762,6**	**100,0**	**81,8**	**4 203**	**199 570,4**	**100,0**	**47,5**
	2004-2005	**11 143**	**1 041 307,2**	**100,0**	**93,4**	**1 621**	**76 881,2**	**100,0**	**47,4**
	2005-2006	**10 840**	**1 100 431,3**	**100,0**	**101,5**	**1 615**	**72 479,8**	**100,0**	**44,9**
	Total*	**87 532**	**7 503 501,0**	**100,0**	**85,7**	**7 439**	**348 931,4**	**100,0**	**46,9**

* Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.
Les données annuelles de 1999-2004 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (**www.strategis.gc.ca/lfpec**).

Tableau IV Prêts et demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, par secteur d'activité, 1999-2006

Secteur d'activité	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)
Agriculture (activités de soutien), foresterie, pêche et chasse	1999-2004	3 808	300 472,1	5,6	78,9	123	5 906,0	3,0	48,0
	2004-2005	619	52 107,7	5,0	84,2	42	1 990,8	2,6	47,4
	2005-2006	549	48 953,4	4,4	89,2	54	2 370,5	3,3	43,9
	Total partiel	4 976	401 533,2	5,4	80,7	219	10 267,3	2,9	46,9
Arts, spectacles et loisirs	1999-2004	1 568	149 184,9	2,8	95,1	160	8 725,8	4,4	54,5
	2004-2005	194	19 878,7	1,9	102,5	63	3 279,4	4,3	52,1
	2005-2006	206	23 578,9	2,1	114,5	62	2 643,2	3,6	42,6
	Total partiel	1 968	192 642,5	2,6	97,9	285	14 648,4	4,2	51,4
Autres services	1999-2004	11 443	857 689,1	16,0	75,0	476	21 064,8	10,6	44,3
	2004-2005	2 417	206 264,3	19,8	85,3	263	11 467,6	14,9	43,6
	2005-2006	2 271	216 871,2	19,7	95,5	241	10 311,6	14,2	42,8
	Total partiel	16 131	1 280 824,7	17,1	79,4	980	42 844,1	12,3	43,7
Commerce de détail	1999-2004	10 052	792 792,6	14,8	78,9	740	31 410,6	15,7	42,4
	2004-2005	1 612	151 482,0	14,5	94,0	269	12 067,6	15,7	44,9
	2005-2006	1 571	154 430,1	14,0	98,3	303	13 340,7	18,4	44,0
	Total partiel	13 235	1 098 704,7	14,6	83,0	1 312	56 818,9	16,3	43,3
Commerce de gros	1999-2004	1 402	103 446,2	1,9	73,8	102	5 197,5	2,6	51,0
	2004-2005	177	17 373,2	1,7	98,2	37	1 944,6	2,5	52,6
	2005-2006	150	15 789,2	1,4	105,3	45	1 908,7	2,6	42,4
	Total partiel	1 729	136 608,6	1,8	79,0	184	9 050,8	2,6	49,2
Construction	1999-2004	3 653	217 191,4	4,1	59,5	114	5 031,8	2,5	44,1
	2004-2005	638	42 887,1	4,1	67,2	39	1 627,7	2,1	41,7
	2005-2006	646	45 769,5	4,2	70,9	35	1 158,1	1,6	33,1
	Total partiel	4 937	305 848,1	4,1	62,0	188	7 817,6	2,2	41,6
Exploitation minière, pétrolière et gazière	1999-2004	707	58 710,2	1,1	83,0	9	419,2	0,2	46,6
	2004-2005	184	16 781,1	1,6	91,2	5	299,3	0,4	59,9
	2005-2006	201	20 206,8	1,8	100,5	2	47,9	0,1	24,0
	Total partiel	1 092	95 698,1	1,3	87,6	16	766,5	0,2	47,9

Tableau IV (suite) **Prêts et demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, par secteur d'activité, 1999-2006**

Secteur d'activité	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)
Fabrication	1999-2004	5 890	513 678,1	9,6	87,2	516	29 797,5	14,9	57,7
	2004-2005	666	65 503,3	6,3	98,4	199	9 937,1	12,9	49,9
	2005-2006	689	75 280,9	6,8	109,3	192	10 538,6	14,5	54,9
	Total partiel	7 245	654 462,3	8,7	90,3	907	50 273,2	14,4	55,4
Finances et assurances	1999-2004	323	23 466,6	0,4	72,7	7	149,7	0,1	21,4
	2004-2005	52	5 382,3	0,5	103,5	5	163,1	0,2	32,6
	2005-2006	48	4 571,5	0,4	95,2	3	66,6	0,1	22,2
	Total partiel	423	33 420,3	0,4	79,0	15	379,4	0,1	25,3
Industries de l'information et culturelles	1999-2004	412	29 968,1	0,6	72,7	47	1 734,9	0,9	36,9
	2004-2005	34	2 482,8	0,2	73,0	9	315,4	0,4	35,0
	2005-2006	25	2 734,1	0,2	109,4	22	790,7	1,1	35,9
	Total partiel	471	35 185,1	0,5	74,7	78	2 841,0	0,8	36,4
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	1999-2004	743	47 424,4	0,9	63,8	61	2 331,4	1,2	38,2
	2004-2005	42	4 120,0	0,4	98,1	13	312,9	0,4	24,1
	2005-2006	99	7 835,8	0,7	79,1	9	491,1	0,7	54,6
	Total partiel	884	59 380,2	0,8	67,2	83	3 135,4	0,9	37,8
Services d'alimentation et de restauration	1999-2004	10 644	1 189 361,6	22,2	111,7	1 140	62 785,3	31,5	55,1
	2004-2005	2 097	270 372,3	26,0	128,9	448	24 886,7	32,4	55,6
	2005-2006	2 064	287 156,2	26,1	139,1	457	22 733,4	31,4	49,7
	Total partiel	14 805	1 746 890,1	23,3	118,0	2 045	110 405,4	31,6	54,0
Services d'hébergement	1999-2004	862	100 496,4	1,9	116,6	19	932,9	0,5	49,1
	2004-2005	115	16 227,4	1,6	141,1	6	398,2	0,5	66,4
	2005-2006	140	21 104,5	1,9	150,7	11	770,5	1,1	70,0
	Total partiel	1 117	137 828,3	1,8	123,4	36	2 101,7	0,6	58,4
Services éducatifs	1999-2004	536	42 953,0	0,8	80,1	33	1 553,5	0,8	47,1
	2004-2005	83	7 418,7	0,7	89,4	11	318,7	0,4	29,0
	2005-2006	85	8 930,3	0,8	105,1	11	475,5	0,7	43,2
	Total partiel	704	59 302,0	0,8	84,2	55	2 347,7	0,7	42,7

Tableau IV (suite) **Prêts et demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, par secteur d'activité, 1999-2006**

Secteur d'activité	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)
Services immobiliers, de location et de location à bail	1999-2004	783	70 112,6	1,3	89,5	84	3 523,5	1,8	41,9
	2004-2005	69	7 389,4	0,7	107,1	26	1 135,2	1,5	43,7
	2005-2006	108	11 966,7	1,1	110,8	15	205,1	0,3	13,7
	Total partiel	960	89 468,8	1,2	93,2	125	4 863,8	1,4	38,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	1999-2004	2 855	201 951,9	3,8	70,7	190	7 318,6	3,7	38,5
	2004-2005	260	21 771,0	2,1	83,7	67	2 838,3	3,7	42,4
	2005-2006	221	19 231,2	1,7	87,0	64	2 072,8	2,9	32,4
	Total partiel	3 336	242 954,1	3,2	72,8	321	12 229,7	3,5	38,1
Services publics	1999-2004	298	20 290,7	0,4	68,1	8	351,9	0,2	44,0
	2004-2005	42	3 730,8	0,4	88,8	0	0,0	0,0	0,0
	2005-2006	37	2 631,1	0,2	71,1	0	0,0	0,0	0,0
	Total partiel	377	26 652,5	0,4	70,7	8	351,9	0,1	44,0
Soins de santé et assistance sociale	1999-2004	1 464	133 466,4	2,5	91,2	75	2 848,3	1,4	38,0
	2004-2005	250	24 504,8	2,4	98,0	58	2 356,4	3,1	40,6
	2005-2006	246	26 879,2	2,4	109,3	37	1 539,4	2,1	41,6
	Total partiel	1 960	184 850,5	2,5	94,3	170	6 744,1	1,9	39,7
Transports et entreposage	1999-2004	8 106	509 106,1	9,5	62,8	299	8 486,9	4,3	28,4
	2004-2005	1 592	105 630,2	10,1	66,4	61	1 542,0	2,0	25,3
	2005-2006	1 484	106 510,6	9,7	71,8	52	1 015,3	1,4	19,5
	Total partiel	11 182	721 246,9	9,6	64,5	412	11 044,2	3,2	26,8
Total*	**1999-2004**	**65 549**	**5 361 762,6**	**100,0**	**81,8**	**4 203**	**199 570,4**	**100,0**	**47,5**
	2004-2005	**11 143**	**1 041 307,2**	**100,0**	**93,4**	**1 621**	**76 881,2**	**100,0**	**47,4**
	2005-2006	**10 840**	**1 100 431,3**	**100,0**	**101,5**	**1 615**	**72 479,8**	**100,0**	**44,9**
	Total*	**87 532**	**7 503 501,0**	**100,0**	**85,7**	**7 439**	**348 931,4**	**100,0**	**46,9**

* Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.
Les données annuelles de 1999-2004 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (**www.strategis.gc.ca/lfpec**).

Tableau V Prêts et demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, par type d'exploitation, 1999-2006

Type d'exploitation	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)
Entreprises franchisées	1999-2004	7 603	845 406,3	15,8	111,2	689	39 119,0	19,6	56,8
	2004-2005	1 396	174 333,4	16,7	124,9	355	17 839,1	23,2	50,3
	2005-2006	1 283	179 083,8	16,3	139,6	315	14 888,6	20,5	47,3
	Total partiel	10 282	1 198 823,4	16,0	116,6	1 359	71 846,6	20,6	52,9
Entreprises non franchisées	1999-2004	57 946	4 516 356,4	84,2	77,9	3 514	160 451,4	80,4	45,7
	2004-2005	9 747	866 973,8	83,3	88,9	1 266	59 042,1	76,8	46,6
	2005-2006	9 557	921 347,4	83,7	96,4	1 300	57 591,3	79,5	44,3
	Total partiel	77 250	6 304 677,6	84,0	81,6	6 080	277 084,8	79,4	45,6
Total*	**1999-2004**	**65 549**	**5 361 762,6**	**100,0**	**81,8**	**4 203**	**199 570,4**	**100,0**	**47,5**
	2004-2005	**11 143**	**1 041 307,2**	**100,0**	**93,4**	**1 621**	**76 881,2**	**100,0**	**47,4**
	2005-2006	**10 840**	**1 100 431,3**	**100,0**	**101,5**	**1 615**	**72 479,8**	**100,0**	**44,9**
	Total*	**87 532**	**7 503 501,0**	**100,0**	**85,7**	**7 439**	**348 931,4**	**100,0**	**46,9**

* Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.
Les données annuelles de 1999-2004 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (**www.strategis.gc.ca/lfpec**).

Tableau VI Prêts et demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, par taille des entreprises qui ont emprunté, 1999-2006

Taille des entreprises qui ont emprunté (d'après les recettes annuelles)*	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)
de 0 $ à 100 000 $	1999-2004	8 170	373 486,3	7,0	45,7	404	9 112,6	4,6	22,6
	2004-2005	1 286	66 350,4	6,4	51,6	101	2 028,5	2,6	20,1
	2005-2006	1 241	63 458,1	5,8	51,1	109	2 354,2	3,2	21,6
	Total partiel	10 697	503 294,8	6,7	47,1	614	13 495,2	3,9	22,0
de 100 001 $ à 250 000 $	1999-2004	16 499	1 046 122,8	19,5	63,4	1 056	34 056,9	17,1	32,3
	2004-2005	2 912	203 595,7	19,6	69,9	317	8 833,5	11,5	27,9
	2005-2006	2 827	220 725,9	20,1	78,1	335	10 540,0	14,5	31,5
	Total partiel	22 238	1 470 444,5	19,6	66,1	1 708	53 430,3	15,3	31,3
de 250 001 $ à 500 000 $	1999-2004	15 920	1 311 910,4	24,5	82,4	1 147	54 341,9	27,2	47,4
	2004-2005	2 788	262 985,3	25,3	94,3	448	20 577,5	26,8	45,9
	2005-2006	2 705	275 412,0	25,0	101,8	484	21 109,2	29,1	43,6
	Total partiel	21 413	1 850 307,6	24,7	86,4	2 079	96 028,7	27,5	46,2
de 500 001 $ à 1 000 000 $	1999-2004	13 114	1 288 450,2	24,0	98,2	892	52 182,5	26,1	58,5
	2004-2005	2 336	272 741,9	26,2	116,8	444	26 125,5	34,0	58,8
	2005-2006	2 238	285 796,8	26,0	127,7	381	19 840,9	27,4	52,1
	Total partiel	17 688	1 846 988,8	24,6	104,4	1 717	98 148,8	28,1	57,2
de 1 000 001 $ à 2 500 000 $	1999-2004	9 168	1 014 486,6	18,9	110,7	562	39 314,3	19,7	70,0
	2004-2005	1 483	189 692,3	18,2	127,9	252	15 690,3	20,4	62,3
	2005-2006	1 428	199 009,8	18,1	139,4	248	16 024,0	22,1	64,6
	Total partiel	12 079	1 403 188,8	18,7	116,2	1 062	71 028,6	20,4	66,9
de 2 500 001 $ à 5 000 000 $	1999-2004	2 678	327 306,4	6,1	122,2	142	10 562,3	5,3	74,4
	2004-2005	338	45 941,6	4,4	135,9	59	3 625,8	4,7	61,5
	2005-2006	401	56 028,6	5,1	139,7	58	2 611,6	3,6	45,0
	Total partiel	3 417	429 276,6	5,7	125,6	259	16 799,8	4,8	64,9
Total**	**1999-2004**	**65 549**	**5 361 762,6**	**100,0**	**81,8**	**4 203**	**199 570,4**	**100,0**	**47,5**
	2004-2005	**11 143**	**1 041 307,2**	**100,0**	**93,4**	**1 621**	**76 881,2**	**100,0**	**47,4**
	2005-2006	**10 840**	**1 100 431,3**	**100,0**	**101,5**	**1 615**	**72 479,8**	**100,0**	**44,9**
	Total**	**87 532**	**7 503 501,0**	**100,0**	**85,7**	**7 439**	**348 931,4**	**100,0**	**46,9**

*D'après les estimations de l'emprunteur au moment de l'enregistrement du prêt.
**Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.
Les données annuelles de 1999-2004 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (**www.strategis.gc.ca/lfpec**).

Tableau VII Prêts et demandes d'indemnisation versés dans le cadre du Programme FPEC, selon le nombre d'années d'activité des entreprises, 1999-2006

Âge des entreprises qui ont emprunté	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Pourcentage de la valeur globale (%)	Valeur moyenne (milliers $)
Moins de 1 an	1999-2004	32 867	3 039 827,0	56,7	92,5	3 097	158 054,9	79,2	51,0
	2004-2005	5 873	620 334,1	59,6	105,6	1 202	61 828,1	80,4	51,4
	2005-2006	5 663	645 528,0	58,7	114,0	1 200	58 153,4	80,2	48,5
	Total partiel	44 403	4 305 689,1	57,4	97,0	5 499	278 036,4	79,7	50,6
De 1 à 3 ans	1999-2004	9 650	654 674,8	12,2	67,8	565	20 300,3	10,2	35,9
	2004-2005	1 473	115 702,2	11,1	78,5	204	6 970,9	9,1	34,2
	2005-2006	1 456	121 061,1	11,0	83,1	215	7 119,4	9,8	33,1
	Total partiel	12 579	891 438,1	11,9	70,9	984	34 390,7	9,9	34,9
Plus de 3 ans	1999-2004	23 032	1 667 260,8	31,1	72,4	541	21 215,1	10,6	39,2
	2004-2005	3 797	305 270,8	29,3	80,4	215	8 082,2	10,5	37,6
	2005-2006	3 721	333 842,2	30,3	89,7	200	7 207,0	9,9	36,0
	Total partiel	30 550	2 306 373,8	30,7	75,5	956	36 504,3	10,5	38,2
Total*	**1999-2004**	**65 549**	**5 361 762,6**	**100,0**	**81,8**	**4 203**	**199 570,4**	**100,0**	**47,5**
	2004-2005	**11 143**	**1 041 307,2**	**100,0**	**93,4**	**1 621**	**76 881,2**	**100,0**	**47,4**
	2005-2006	**10 840**	**1 100 431,3**	**100,0**	**101,5**	**1 615**	**72 479,8**	**100,0**	**44,9**
	Total*	**87 532**	**7 503 501,0**	**100,0**	**85,7**	**7 439**	**348 931,4**	**100,0**	**46,9**

* Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.
Les données annuelles de 1999-2004 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (**www.strategis.gc.ca/lfpec**).

Tableau VIII Recettes et dépenses liées aux prêts accordés dans le cadre du Programme FPEC, entre le 1er avril 1999 et le 31 mars 2006

Exercice au cours duquel les prêts ont été accordés	Valeur des prêts (milliers $)	Types de recettes et de dépenses	Exercice au cours duquel les droits connexes ont été perçus et les demandes d'indemnisation connexes, reçues (milliers $)							Recettes et dépenses cumulatives (milliers $)
			1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	
1999-2000	1 352 320,5	Droits d'enregistrement de 2 %	26 976,2							26 976,2
		Frais d'administration de 1,25 %*	6 449,6	12 833,5	10 173,3	7 243,3	4 769,3	2 832,7	1 875,6	46 177,4
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs		(200,4)	(13,7)	(0,2)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(216,2)
		Demandes d'indemnisation réglées	(494,6)	(14 258,3)	(33 504,5)	(32 326,9)	(17 512,4)	(9 232,4)	(4 108,6)	(111 437,8)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs			21,7	76,0	251,1	277,9	122,5	749,2
		Flux de trésorerie annuel	32 931,3	(1 625,2)	(23 323,3)	(25 007,8)	(12 492,8)	(6 122,0)	(2 111,3)	(37 751,1)
2000-2001	1 159 048,0	Droits d'enregistrement de 2 %		23 130,2						23 130,2
		Frais d'administration de 1,25 %*		7 374,5	10 976,1	8 491,9	6 086,2	3 924,5	2 341,2	39 194,4
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs			(186,4)	(0,7)	(1,0)	(0,4)	(1,0)	(189,6)
		Demandes d'indemnisation réglées		(510,7)	(9 641,2)	(28 613,9)	(28 616,3)	(18 405,4)	(6 847,2)	(92 634,7)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs				24,4	23,7	49,7	124,6	222,3
		Flux de trésorerie annuel		29 994,0	1 148,5	(20 098,3)	(22 507,4)	(14 431,7)	(4 382,5)	(30 277,4)
2001-2002	899 350,2	Droits d'enregistrement de 2 %			17 919,7					17 919,7
		Frais d'administration de 1,25 %*			5 700,2	8 264,1	6 457,5	4 584,4	3 019,7	28 025,9
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs				(116,4)	(1,0)	(0,5)	(1,2)	(119,0)
		Demandes d'indemnisation réglées			(320,2)	(7 569,1)	(18 101,2)	(19 689,9)	(8 218,6)	(53 899,0)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs					11,6	75,1	92,6	179,3
		Flux de trésorerie annuel			23 299,6	578,6	(11 633,1)	(15 030,8)	(5 107,4)	(7 893,1)

Tableau VIII (suite) **Recettes et dépenses liées aux prêts accordés dans le cadre du Programme FPEC, entre le 1er avril 1999 et le 31 mars 2006**

Exercice au cours duquel les prêts ont été accordés	Valeur des prêts (milliers $)	Types de recettes et de dépenses	Exercice au cours duquel les droits connexes ont été perçus et les demandes d'indemnisation connexes, reçues (milliers $)							Recettes et dépenses cumulatives (milliers $)
			1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	
2002-2003	951 159,1	Droits d'enregistrement de 2 %				18 960,2				18 960,2
		Frais d'administration de 1,25 %*				5 589,3	8 685,1	6 660,7	4 784,1	25 719,2
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs					(136,3)	(0,6)	(1,7)	(138,7)
		Demandes d'indemnisation réglées				(381,8)	(7 426,4)	(19 969,1)	(16 330,1)	(44 107,3)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs						9,7	46,9	56,6
		Flux de trésorerie annuel				24 167,7	1 122,4	(13 299,3)	(11 500,9)	490,0
2003-2004	999 884,9	Droits d'enregistrement de 2 %					19 951,4			19 951,4
		Frais d'administration de 1,25 %*					5 734,0	8 822,8	6 829,3	21 386,1
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs						(168,1)	(5,5)	(173,7)
		Demandes d'indemnisation réglées					(292,8)	(8 837,9)	(23 847,0)	(32 977,7)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs						0,0	3,0	3,1
		Flux de trésorerie annuel					25 392,6	(183,1)	(17 020,2)	8 189,3
2004-2005	1 041 307,2	Droits d'enregistrement de 2 %						20 798,5		20 798,5
		Frais d'administration de 1,25 %*						6 383,9	9 692,1	16 076,0
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs							(206,7)	(206,7)
		Demandes d'indemnisation réglées						(738,0)	(12 720,4)	(13 458,4)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs								0,0
		Flux de trésorerie annuel						26 444,4	(3 235,0)	23 209,4

Tableau VIII (suite) **Recettes et dépenses liées aux prêts accordés dans le cadre du Programme FPEC, entre le 1er avril 1999 et le 31 mars 2006**

Exercice au cours duquel les prêts ont été accordés	Valeur des prêts (milliers $)	Types de recettes et de dépenses	Exercice au cours duquel les droits connexes ont été perçuset les demandes d'indemnisation connexes, reçues (milliers $)							Recettes et dépenses cumulatives (milliers $)
			1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	
2005-2006	1 100 431,3	Droits d'enregistrement de 2 %							21 761,9	21 761,9
		Frais d'administration de 1,25 %*							6 461,4	6 461,4
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs								0,0
		Demandes d'indemnisation réglées							(416,5)	(416,5)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs								0,0
		Flux de trésorerie annuel							27 806,8	27 806,8
Total	**7 503 501,0**	**Droits d'enregistrement de 2 %**	**26 976,2**	**23 130,2**	**17 919,7**	**18 960,2**	**19 951,4**	**20 798,5**	**21 761,9**	**149 498,2**
		Frais d'administration de 1,25 %*	**6 449,6**	**20 208,0**	**26 849,6**	**29 588,6**	**31 732,1**	**33 209,1**	**35 003,4**	**183 040,4**
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs	**0,0**	**(200,4)**	**(200,1)**	**(117,3)**	**(139,2)**	**(170,0)**	**(217,0)**	**(1 044,0)**
		Demandes d'indemnisation réglées	**(494,6)**	**(14 769,0)**	**(43 466,0)**	**(68 891,6)**	**(71 949,1)**	**(76 872,6)**	**(72 488,4)**	**(348 931,4)**
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs	**0,0**	**0,0**	**21,7**	**100,4**	**286,5**	**412,4**	**389,7**	**1 210,6**
		Flux de trésorerie annuel	**32 931,3**	**28 368,8**	**1 124,9**	**(20 359,8)**	**(20 118,4)**	**(22 622,5)**	**(15 550,4)**	**(16 226,1)**

* Les frais d'administration de 1,25 p. 100 sont répartis entre les exercices d'après le solde estimatif moyen des prêts impayés au cours de chaque exercice.
** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.

Appendice C

Tableaux relatifs à la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*

Tableau I Recettes et dépenses liées aux prêts accordés dans le cadre du Programme PPE, du 1er avril 1995 au 31 mars 1999

Exercice au cours duquel les prêts ont été accordés	Valeur des prêts (milliers $)	Types de recettes et de dépenses	Exercice au cours duquel les droits connexes ont été perçus et les demandes d'indemnisation connexes, reçues (milliers $)											Recettes et dépenses cumulatives (milliers $)
			1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	
1995-1996	2 243 156,5	Droits d'enregistrement de 2 %	44 625,0										44 625,0	
		Frais d'administration de 1,25 %*	13 763,7	21 785,3	16 793,6	11 846,6	8 238,3	4 261,7	2 847,4	1 709,1	906,9	384,9	0,0	82 537,6
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs		(144,4)	(28,7)	(5,9)	(1,7)	(0,6)	(0,6)	(1,6)	(3,3)	(0,1)	0,0	(186,8)
		Demandes d'indemnisation réglées	(718,4)	(22 588,2)	(63 065,4)	(64 808,6)	(42 886,2)	(18 270,3)	(8 987,3)	(5 211,7)	(2 572,2)	(775,7)	(238,2)	(230 122,4)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs			35,2	107,8	104,5	248,9	100,4	107,7	125,0	33,8	50,5	913,7
		Flux de trésorerie annuel	57 670,3	(947,3)	(46 265,3)	(52 860,0)	(34 545,2)	(13 760,2)	(6 040,2)	(3 396,4)	(1 543,6)	(357,1)	(187,8)	(102 232,8)
1996-1997	2 018 862,3	Droits d'enregistrement de 2 %		40 112,2										40 112,2
		Frais d'administration de 1,25 %*		13 145,4	19 027,4	14 591,2	11 079,4	6 220,0	3 734,9	2 233,5	1 234,0	582,6	271,1	72 119,3
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs			(117,4)	(4,4)	(0,7)	(0,8)	(0,8)	(2,1)	(4,3)	(0,1)	(0,0)	(130,6)
		Demandes d'indemnisation réglées		(517,6)	(21 514,2)	(51 375,2)	(49 105,3)	(31 900,0)	(15 385,9)	(8 263,1)	(3 707,6)	(1 544,0)	(971,1)	(184 284,2)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs			0,5	8,4	32,3	128,2	156,6	84,1	175,1	98,6	36,3	720,0
		Flux de trésorerie annuel		52 739,9	(2 603,7)	(36 780,1)	(37 994,3)	(25 552,6)	(11 495,3)	(5 947,6)	(2 302,8)	(862,9)	(663,8)	(71 463,2)
1997-1998	1 977 315,4	Droits d'enregistrement de 2 %			39 321,8									39 321,8
		Frais d'administration de 1,25 %*			12 470,3	17 920,8	14 811,7	9 064,7	5 861,5	3 150,3	1 723,7	836,3	434,2	66 273,4
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs				(140,8)	(0,9)	(1,0)	(1,1)	(3,3)	(6,1)	(0,1)	(0,0)	(153,3)
		Demandes d'indemnisation réglées			(598,6)	(16 283,4)	(45 976,4)	(40 432,1)	(30 939,0)	(17 549,0)	(6 900,2)	(2 834,0)	(1 476,8)	(162 989,3)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs					36,9	41,9	143,4	124,9	209,7	214,6	110,8	882,2
		Flux de trésorerie annuel			51 193,5	1 496,6	(31 128,7)	(31 326,5)	(24 935,2)	(14 277,1)	(4 972,9)	(1 783,2)	(931,7)	(56 665,2)

Tableau I (suite) **Recettes et dépenses liées aux prêts accordés dans le cadre du Programme PPE, du 1er avril 1995 au 31 mars 1999**

Exercice au cours duquel les prêts ont été accordés	Valeur des prêts (milliers $)	Types de recettes et de dépenses	Exercice au cours duquel les droits connexes ont été perçus et les demandes d'indemnisation connexes, reçues (milliers $)											Recettes et dépenses cumulatives (milliers $)
			1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	
1998-1999	1 613 736,9	Droits d'enregistrement de 2 %				32 110,1								32 110,1
		Frais d'administration de 1,25 %*				10 075,5	15 723,2	10 362,4	7 407,4	4 309,2	2 153,9	1 056,1	575,0	51 662,7
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs					(136,8)	(2,5)	(1,2)	(4,1)	(8,3)	(0,2)	(0,0)	(153,1)
		Demandes d'indemnisation réglées				(170,5)	(17 963,8)	(39 845,6)	(40 986,8)	(24 383,8)	(9 955,7)	(4 780,1)	(2 388,4)	(140 474,6)
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs						55,2	175,8	132,4	158,8	220,7	71,9	814,8
		Flux de trésorerie annuel				42 015,0	(2 377,4)	(29 430,5)	(33 404,8)	(19 946,3)	(7 651,4)	(3 503,4)	(1 741,4)	(56 040,2)
Total **	**7 853 071,1**	**Droits d'enregistrement de 2 %**	**44 625,0**	**40 112,2**	**39 321,8**	**32 110,1**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**156 169,0**
		Frais d'administration de 1,25 %*	**13 763,7**	**34 930,7**	**48 291,3**	**54 434,0**	**49 852,5**	**29 908,8**	**19 851,1**	**11 402,1**	**6 018,5**	**2 860,0**	**1 280,3**	**272 593,0**
		Remboursement de droits et de frais d'exercices antérieurs	**0,0**	**(144,4)**	**(146,1)**	**(151,0)**	**(140,1)**	**(4,9)**	**(3,7)**	**(11,1)**	**(22,0)**	**(0,5)**	**(0,0)**	**(623,8)**
		Demandes d'indemnisation réglées	**(718,4)**	**(23 105,9)**	**(85 178,2)**	**(132 637,7)**	**(155 931,7)**	**(130 447,9)**	**(96 299,0)**	**(55 407,6)**	**(23 135,8)**	**(9 933,8)**	**(5 074,4)**	**(717 870,5)**
		Remboursement de demandes d'indemnisation d'exercices antérieurs	**0,0**	**0,0**	**35,7**	**116,2**	**173,7**	**474,2**	**576,2**	**449,1**	**668,5**	**567,7**	**269,5**	**3 330,7**
		Flux de trésorerie annuel	**57 670,3**	**51 792,6**	**2 324,5**	**(46 128,4)**	**(106 045,7)**	**(100 069,8)**	**(75 875,4)**	**(43 567,5)**	**(16 470,8)**	**(6 506,6)**	**(3 524,7)**	**(286 401,5)**

* Les frais d'administration de 1,25 p. 100 sont répartis entre les exercices d'après le solde estimatif moyen des prêts impayés au cours de chaque exercice.

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.

Tableau II Résumé des activités financières du Programme PPE, par exercice

Exercice	Prêts			Recettes				Dépenses				Résultat net : Recettes moins dépenses (milliers $)
	Nombre	Valeur globale (milliers $)	Valeur moyenne (milliers $)	Droits d'enregis-trement (milliers $)	Frais d'adminis-tration (milliers $)	Rembourse-ment de recettes d'exercices antérieurs (milliers $)	Recettes globales (milliers $)	Nombre de demandes d'indem-nisation	Demandes d'indem-nisation réglées (milliers $)	Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs (milliers $)	Dépenses globales (milliers $)	
1961-1990	281 948	7 724 821,3	27,4	33 575,2		(2,5)	33 572,7	12 611	276 500,9	(1 848,7)	274 652,2	(241 079,5)
1990-1991	10 626	413 258,4	38,9	4 143,7		(14,5)	4 129,2	1 704	37 448,4	(1 379,2)	36 069,2	(31 940,0)
1991-1992	10 557	397 274,5	37,6	3 984,3		(5,2)	3 979,1	1 882	45 378,6	(1 472,5)	43 906,1	(39 927,0)
1992-1993	13 154	502 141,3	38,2	5 034,4		(8,9)	5 025,5	1 653	40 048,0	(1 754,7)	38 293,3	(33 267,8)
1993-1994	43 351	2 548 797,2	58,8	50 762,4		(10,1)	50 752,2	1 277	28 711,8	(2 064,9)	26 646,9	24 105,3
1994-1995	68 377	4 397 136,1	64,3	87 716,2		(128,5)	87 587,7	1 171	30 600,7	(1 525,7)	29 075,0	58 512,7
1995-1996	34 613	2 243 156,5	64,8	44 625,0	13 763,7	(460,5)	57 928,2	2 256	80 335,5	(1 200,4)	79 135,1	(21 206,8)
1996-1997	31 002	2 018 862,3	65,1	40 112,2	34 930,7	(154,1)	74 888,7	4 210	169 316,7	(839,8)	168 476,9	(93 588,2)
1997-1998	29 064	1 977 315,4	68,0	39 321,8	48 291,3	(148,1)	87 465,0	5 428	223 569,2	(977,8)	222 591,4	(135 126,4)
1998-1999	22 524	1 613 736,9	71,6	32 110,1	54 434,0	(151,0)	86 393,0	5 262	229 618,3	(985,5)	228 632,8	(142 239,7)
1999-2000					49 852,5	(140,1)	49 712.4	4 673	200 252,7	(1 001,7)	199 251,0	(149 538,7)
2000-2001					29 908,8	(4,9)	29 903,9	3 680	152 107,7	(928,1)	151 179,6	(121 275,6)
2001-2002					19 851,1	(3,7)	19 847,4	2 664	105 111,1	(827,2)	104 283,9	(84 436,5)
2002-2003					11 402,1	(11,1)	11 391,0	1 708	61 038,2	(789,1)	60 249,1	(48 858,1)
2003-2004					6 018,5	(22,0)	5 996,5	807	25 671,6	(853,0)	24 818,6	(18 822,1)
2004-2005					2 860,0	(0,5)	2 859,5	377	11 001,7	(756,5)	10 245,2	(7 385,7)
2005-2006					1 280,3	0,0	1 280,3	183	5 252,7	(314,4)	4 938,3	(3 658,0)
Total*	**545 216**	**23 836 499,9**	**43,7**	**341 385,3**	**272 593,0**	**(1 265,9)**	**612 712,4**	**51 546**	**1 721 963,8**	**(19 519,3)**	**1 702 444,5**	**(1 089 732,1)**

* Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.